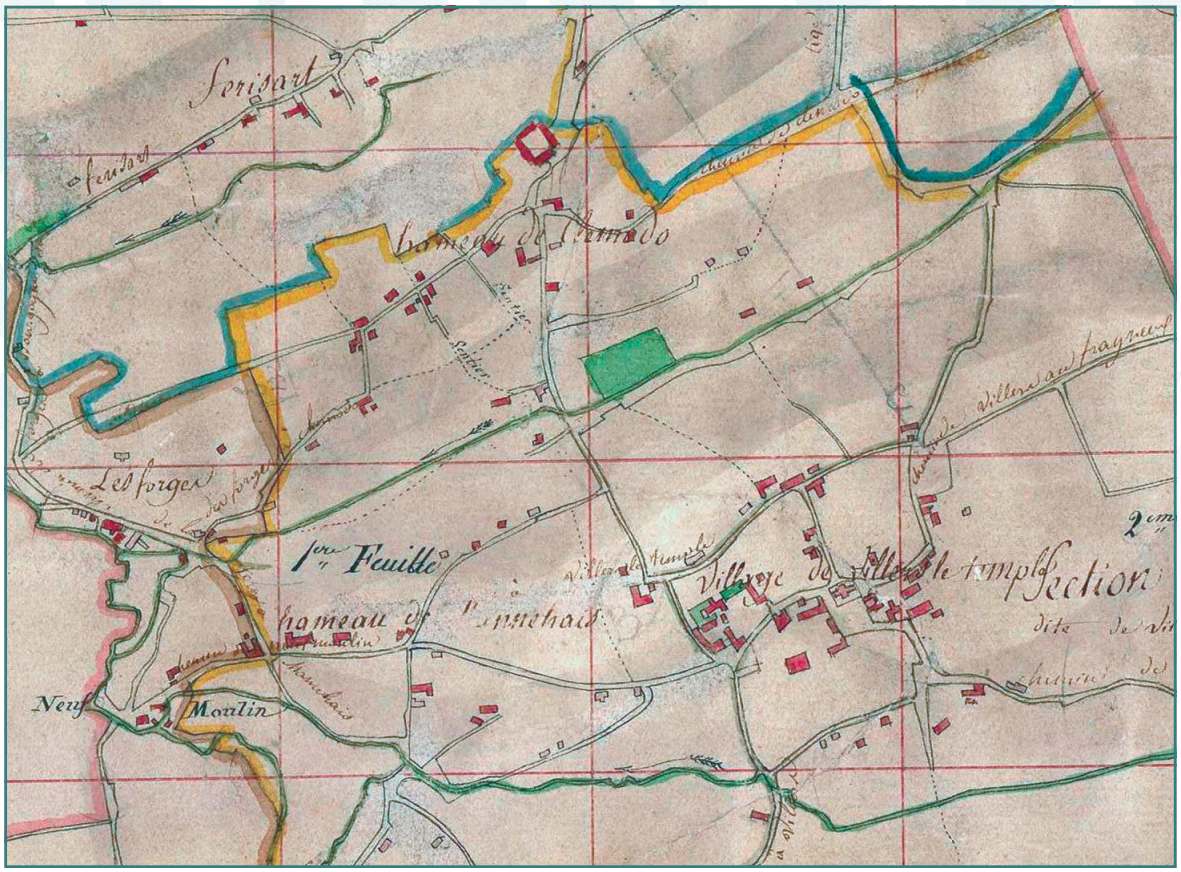
Archives de l'État à Liège I 152

Inventaire des archives de la commune de Villers-le-Temple

Dépôt 2017

1795-1796 (an IV)-1976

Laurence Druez



INVENTAIRE DES ARCHIVES DE

LA COMMUNE DE VILLERS-LE-TEMPLE

DÉPÔT 2017

1795-1796 (an IV)-1976

ARCHIVES DE L'ÉTAT À LIÈGE

INVENTAIRES

152

Naamsvermelding - Niet Commercieel - Geen Afgeleide Werken
CC BY-NC-ND
http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/nl/

Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification
CC BY-NC-ND
http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/

ISBN : 978 94 9274 847 8

Archives générales du Royaume

D/2017/531/099

Numéro de commande: Publ. 5790

Archives générales du Royaume
2 rue de Ruysbroeck
1000 – Bruxelles

La liste complète de nos publications peut être obtenue gratuitement sur simple demande (publicat@arch.be) et est également consultable sur notre page électronique (http://arch.arch.be).

Numéro de l'instrument : P8

Inventaire des archives de

la commune de Villers-le-Temple

Dépôt 2017

1795-1796 (an IV)-1976

par

Laurence DRUEZ

Bruxelles
2017

Indications sommaires pour l'utilisation

Commande des documents

Les archives décrites dans cet inventaire peuvent être commandées via un terminal se trouvant dans la salle de lecture et moyennant l'introduction du numéro de l'inventaire mentionné sur la page de titre et dans le coin supérieur droit de chaque page. En l'occurrence, mentionnez ici :

P8

Le document doit être désigné par sa cote, c'est-à-dire le numéro que vous trouverez à gauche avant chaque description d'archive.

Restrictions en matière de consultation

Les archives (hormis les registres de population et des étrangers) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

Références aux archives

La première fois, on citera le fonds avec son nom complet. Ensuite, on pourra utiliser une référence abrégée.

Complet : ARCHIVES DE L'ÉTAT À LIÈGE, *Commune de Villers-le-Temple. Dépôt 2017*, n° [cote de l'article].
Abrégé : AÉL, *Com. Villers-le-Temple 2017*, n° [cote de l'article].

TABLE DES MATIÈRES

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS 9

I. IDENTIFICATION 9

II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES 9

A. Producteur d'archives 9

1. Nom 9

2. Historique 9

3. Compétences et activités 10

4. Organisation 11

B. Archives 12

1. Historique 12

2. Acquisition 12

III. CONTENU ET STRUCTURE 12

A. Contenu 12

B. Sélections et éliminations 16

C. Accroissements/compléments 16

D. Mode de classement 16

IV. CONSULTATION ET UTILISATION 17

A. Conditions d'accès 17

B. Conditions de reproduction 18

C. Langues et écriture des documents 18

V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES 18

A. Documents apparentés 18

B. Bibliographie 18

VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION 19

INVENTAIRE 21

I. GÉNÉRALITÉS 21

A. Conseil communal 21

B. Collège des bourgmestre et échevins 21

C. Publication et affichage des règlements et arrêtés 21

D. Registres et/ou répertoires concernant les enquêtes publiques (« de commodo et incommodo ») 22

E. Correspondance générale 22

F. Contentieux 22

II. ORGANISATION ET PERSONNEL 22

A. La commune en tant qu'entité administrative 22

1. Création, dénomination, suppression ou fusion 22

2. Participation à des organismes de coopération intercommunale 22

B. Organisation et membres des organes politiques ... 23
1. Généralités ... 23
2. Conseil communal ... 23
3. Collège des bourgmestre et échevins ... 23
4. Bourgmestre ... 23
C. Organisation des services ... 23
1. Équipement matériel des services ... 23
D. Personnel des services ... 24
1. Statut du personnel, traitement et autres règlements ... 24
2. Effectifs, registres du personnel et autres états généraux ... 24
3. Dossiers du personnel administratif et technique ... 24
4. Dossiers du personnel ouvrier ... 25
5. Dossiers du personnel enseignant ... 25

III. GESTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER ... 26

IV. FINANCES ET FISCALITÉ ... 27
A. Comptabilité du secrétariat ... 27
1. Budgets et annexes ... 27
2. Emprunts ... 27
3. Subventions des autorités supérieures ... 27
B. Comptabilité du receveur ... 27
1. Registres de comptabilité du receveur ... 27
2. Comptes et pièces justificatives du receveur ... 27
C. Impositions et taxes ... 28
1. Impôts communaux ... 28
2. Impôts provinciaux ... 29
3. Impôts d'État ... 30
a. Généralités ... 30
b. Impôts directs ... 30

V. ÉTAT CIVIL ... 30
A. Registres de l'état civil et tables ... 30
B. Cimetières et funérailles ... 31
C. Autres documents concernant l'état civil ... 31

VI. POPULATION ... 33
A. Généralités ... 33
B. Registres de la population et autres documents concernant le mouvement de la population ... 33
C. Étrangers ... 35
D. Recensements et autres états de la population ... 36

VII. ÉLECTIONS ... 36
A. Généralités ... 36
B. Listes électorales et listes dérivées ... 36
C. Révision des listes électorales ... 37
D. Dossiers des élections ... 37

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES ... 37
A. Service militaire ... 37
1. Généralités ... 37

2. Levées de milice ... *37*
3. Indemnités de milice ... *38*
4. Milice et volontaires ... *38*
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix ... 38
C. La guerre et ses conséquences ... 38
1. Première Guerre mondiale ... *38*
2. Seconde Guerre mondiale ... *39*

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS ... 39
A. Police communale ... 39
1. Équipement ... *39*
2. Personnel ... *39*
3. Missions de police administrative ... *40*
B. Service d'incendie ... 40
C. Protection civile ... 40

X. SANTÉ PUBLIQUE ... 40
A. Généralités ... 40
B. Immondices ... 40
C. Surveillance de la pratique médicale ... 40
D. Lutte contre les maladies épidémiques ... 41
E. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce ... 41
F. Police sanitaire des animaux domestiques ... 41
G. Analyse de l'eau potable ... 42
H. Contrôle de la salubrité des habitations et logements ... 42
I. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes ... 42
J. Autres préoccupations concernant l'environnement ... 42

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME ... 42
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses ... 42
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux ... *42*
2. Bâtiments affectés à l'enseignement ... *42*
3. Bâtiments affectés au culte ... *43*
4. Cimetière ... *43*
B. Travaux et inspection de la voirie ... 43
C. Travaux et inspection des cours d'eau ... 46
D. Travaux concernant les concessions de voirie pour les services d'utilité publique ... 46
1. Distribution d'eau ... *46*
2. Distribution d'électricité ... *47*
3. Éclairage public ... *48*
4. Téléphone ... *48*
5. Radio et télévision câblées ... *48*
6. Transports en commun ... *48*
E. Aménagement du territoire ... 49

XII. ENSEIGNEMENT ... 49
A. Généralités ... 49
B. Organisation ... 49

C. Équipement 50
D. Personnel 50
E. Finances 50
F. Subventions des autorités supérieures 50
G. Obligation scolaire 50
H. Activités scolaires spéciales et parascolaires 50
XIII. CULTURE, SPORT ET DIVERTISSEMENTS 51
A. Culture 51
B. Sport, divertissements, festivités, activités pour la jeunesse, tourisme 51
1. Sports 51
2. Jeunesse 51
3. Fêtes et divertissements 51
4. Tourisme 51
XIV. DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ÉCONOMIQUE 52
A. Généralités 52
B. Agriculture et sylviculture 52
C. Élevage 52
D. Industrie et artisanat 52
E. Commerce 53
F. Circulation 53
G. Divers 53
H. Approvisionnement 53
XV. MESURES SOCIALES ET RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL 53
A. Mesures sociales 53
1. Prise en charge des chômeurs, placement 53
2. Aide aux personnes handicapées 53
3. Pensions 54
B. Réglementation du travail 54
XVI. BUREAU DE BIENFAISANCE ET COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE . 54
A. Bureau de bienfaisance 54
B. Commission d'assistance publique 54
XVII. FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA PAROISSE SAINT-PIERRE DE VILLERS-LE-TEMPLE 54
A. Finances 54
B. Obligations communales vis-à-vis de la paroisse 54

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS

I. IDENTIFICATION

Référence:	BE AÉL, Com. Villers-le-Temple 2017 (523 – 7519)
N° de l'instrument:	P8
Nom:	Archives de la commune de Villers-le-Temple. Dépôt 2017
Dates:	1795-1796 (an IV)-1976
Niveau de description:	Fonds d'archives
Importance matérielle:	541 articles (12 m.l.)

II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES

A. PRODUCTEUR D'ARCHIVES

1. NOM

Commune de Villers-le-Temple

2. HISTORIQUE

L'histoire de Villers-le-Temple[1] est liée d'abord à celle l'Ordre du Temple – auquel la commune doit son nom –, dont le chevalier Gérard avait reçu de l'abbaye de Flône en 1260 le domaine ainsi que celui de Clémodeau – actuellement un hameau de Villers – et le droit de patronage sur l'église paroissiale. Personnage de premier plan, commandeur dans deux des quatre bailliages de l'Ordre du Temple dans les anciens Pays-Bas, le chevalier Gérard fait de la terre de Villers le véritable siège de l'Ordre et le chef-lieu du baillage de Hesbaye et y établit une commanderie qui comprenait un château, une grande chapelle, une basse-cour avec des bâtiments d'exploitation et le logement du fermier.

Après la suppression de l'Ordre du Temple en 1312, Villers passa aux mains de l'Ordre des Chevaliers de Malte où le commandeur disposait de sa propre justice, de revenus importants et nommait le curé. En 1503, Villers devint le chef-lieu de la commanderie de Liège, ce qui signifiait que le commandeur contrôlait tous les biens de l'Ordre dans le diocèse de Liège[2]. Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, tous les commandeurs sont issus de grandes familles de la noblesse française ; ils ne résident pas à Villers, mais délèguent leur pouvoir à des subalternes. Le plus illustre d'entre eux est Jacques Laure Le Tonnelier de Breteuil,

[1] T. PIRARD, *Villers-le-Temple. Terre d'élection des Templiers et de l'Ordre de Malte*, Liège, 1971 ; H. HASQUIN (dir.), *Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*, t. 2, Bruxelles, 1980, p. 1545-1546.

[2] J. FALISE, « L'Ordre de Malte et ses maisons au Pays de Liège », dans *Bulletin et Chronique de la Société royale Le Vieux-Liège*, n° 78, juillet-août 1948, t. III, Liège, 1940-1950, p. 291-299.

commandeur de Villers de 1756 à 1787, qui exerça aussi la fonction d'ambassadeur de l'Ordre de Malte auprès du Saint-Siège[3].

Au cours des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, le château et ses dépendances tombent progressivement dans un état de délabrement si bien qu'à la suppression de l'Ordre de Malte, c'est un domaine en ruines qui est vendu avec ses dépendances comme bien national le 27 germinal an VI (1798)[4]. Peu de temps après, le château et la chapelle de la commanderie furent détruits.

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion à la France (1^er^ octobre 1795), avait instauré des « municipalités de canton ». Entre 1795 et 1800, Villers-le-Temple dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux de Villers-le-Temple et d'autres communes à Strée, chef-lieu du canton jusqu'en 1796, constitue la municipalité de canton[5]. De 1796 à 1800, le chef-lieu de canton a été transféré à Villers-le-Temple. En application de la loi concernant la division du territoire français et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Villers-le-Temple devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Nandrin.

La commune fait partie du département de l'Ourthe (1796-1814) puis de la province de Liège (sauf entre les arrêtés du 12 septembre 1814 et du 2 octobre 1815, période pendant laquelle la commune est brièvement rattachée au département de Meuse-et-Ourthe), des arrondissements administratif et judiciaire de Huy[6]. Villers-le-Temple relève par ailleurs du canton de milice de Nandrin de 1817 à 1822 et de 1870 à 1914. De 1822 à 1870, elle dépend du canton de milice de Seny[7].

Démographiquement, la commune évolue comme suit[8] : 686 habitants en 1806 ; 886 en 1846 ; 1110 en 1910 ; 774 en 1961. En 1976, elle compte 871 habitants. L'économie de Villers-le-Temple a été principalement tournée vers l'agriculture, l'élevage et la sylviculture jusqu'à l'exploitation de carrières à la fin du XIX^e^ siècle. En 1970, la population active se subdivise comme suit : 37 % d'ouvriers, 20 % d'indépendants et 18 % d'employés et 40 % est occupée dans le tertiaire.

Le 1^er^ janvier 1977, la commune de Villers-le-Temple est fusionnée avec les communes de Nandrin, Saint-Séverin-en-Condroz et Yernée-Fraineux pour former l'actuelle commune de Nandrin.

3. COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 28 décembre 1789 sur la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale[9]. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

---

[3] L. VERBIEST, « La Commanderie de Villers-le-Temple », dans *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, LXXV, 1962, p. 37-100.

[4] P. CLERX, « Liste générale des églises et couvents de la province actuelle de Liège et de quelques biens qui en dépendaient vendus comme propriétés nationales du 1^er^ ventôse an V (22 février 1797) de la République française au 1^er^ juillet 1808 », dans *Bulletin de l'Institut archéologie liégeois*, t. XVI, Liège, 1881, p. 521-522.

[5] S. VRIELINCK, *De territoriale indeling van België (1795-1963)*, Louvain, 2000, vol. 1, p. 427-428, 437.

[6] S. VRIELINCK, *Op. cit.*, t. 2, Louvain, 2000, p. 1327.

[7] S. VRIELINCK, *Op. cit.*, t. 3, Louvain, 2000, p. 1630.

[8] H. HASQUIN (dir.), *Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*, t. 2 : Wallonie-Bruxelles, Bruxelles, 1980, p. 1546.

[9] *Pasinomie*, 1^re^ série, t. 1^er^, *Lois françaises*, Bruxelles, 1833, p. 66.

Art. 49. Les Corps Municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au Pouvoir Municipal, les autres propres à l'Administration générale de l'État, & déléguées par elle aux Municipalités.

Art. 50. Les fonctions propres au Pouvoir Municipal, sous la surveillance & l'inspection des Assemblées administratives, sont :

- De régir les biens & revenus communs, des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés ;
- De régler & d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ;
- De diriger & de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la Communauté ;
- D'administrer les établissemens qui appartiennent à la Commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des Citoyens dont elle est composée ;
- De faire jouir les Habitans des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, & de la tranquillité dans les rues, Lieux & Édifices publics ;

Art. 51. Les fonctions propres à l'Administration générale qui peuvent être déléguées aux Corps Municipaux pour les exercer sous l'autorité des Assemblées administratives, sont :

- La répartition des Contributions directes entre les Citoyens dont la Communauté est composée ;
- La perception de ces contributions ;
- Le versement de ces contributions dans les caisses du District ou du Département ;
- La direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la Municipalité ;
- La régie immédiate des établissemens publics destinés à l'utilité générale ;
- La surveillance & l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ;
- L'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des Églises, Presbytères, & autres objets relatifs au service du Culte religieux.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne blessent l'intérêt général. Elle charge aussi les autorités communales de la rédaction des actes de l'état civil et de la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988-1989 puis, en Wallonie, dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

4. ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi. À partir de 1836, il s'agit de la loi communale du 30 mars 1836.

Elle prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le collège des bourgmestre et échevins ou collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un

secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée à la Députation permanente du Conseil provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

B. ARCHIVES

1. HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose que « le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ». Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836.

La mise en œuvre de cette disposition et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cette description se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur les dossiers centraux de la commune de Villers-le-Temple constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

2. ACQUISITION

La Conseil communal de Villers-le-Temple a approuvé en séance du 16 février 2016 une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet « Archives locales de Wallonie » de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux.

III. CONTENU ET STRUCTURE

A. CONTENU

Les archives classées dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de l'Administration communale de Villers-le-Temple entre l'an IV de la République française (1795-1796) et 1976.

Procédons par grandes séries d'archives :

Le Conseil communal et le Collège des bourgmestre et échevins

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement

qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIX^{e} siècle jusqu'à nos jours.

Finances, patrimoine et fiscalité

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives des comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers, que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

État civil et population

L'état civil moderne a été institué en France en vertu du décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, un officier d'état civil consigne dans des registres distincts les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier d'état civil clôture ses registres en fin d'année et en tient également une copie officielle destinée à être conservée au tribunal de première instance de l'arrondissement, avec la série des registres aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès.

Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, les conseils provinciaux, les conseils communaux, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socio-économiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres dont la tenue est obligatoire sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. En outre, il peut être tenu des registres auxiliaires (comme le registre des domestiques). Enfin, les règlements imposent la confection et la tenue d'un index ou répertoire des noms des habitants.

Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

Affaires électorales

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Avant l'établissement du suffrage universel en 1921, le droit de vote était réservé aux personnes les plus riches. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

Affaires militaires

C'est sur base des registres d'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en

1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent dans les archives de l'Administration provinciale ou nationale.

Travaux publics

L'Administration communale s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

Enseignement

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIX^{e} et XX^{e} siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

Bienfaisance ou assistance publique

Dès le début du XIX^{e} siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

Culte

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un

supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIX^e^ et XX^e^ siècles.

B. SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

D'une manière générale, les critères de tri appliqués sont ceux définis dans les trois tomes des directives et recommandations de Griet Maréchal :

MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*, Bruxelles, 1988 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Studia 1).

MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3, Bruxelles, 2005 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 52 et 53).

C. ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État à Liège. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme ainsi que les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces atlas sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie[10]. Les registres originaux de l'état civil ne font pas partie *stricto sensu* des archives communales (il s'agit d'archives d'État dont la conservation définitive est confiée aux communes par les autorités fédérales). Les Archives de l'État à Liège conservent, par contre, le double de l'état civil provenant du Greffe du Tribunal de première instance de Huy. L'absence de dépôt s'explique d'une part par le maintien d'une utilité administrative et d'autre part par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

D. MODE DE CLASSEMENT

Les archives étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN) / classification décimale universelle (CDU). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

- Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué *a posteriori* est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif[11]. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des

[10] Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie : http://geoportail.wallonie.be.

[11] En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou *a posteriori*, lors de leur « archivage », par une personne étrangère au service.

choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude.

- Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.
- Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne[12]. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités
II. Organisation et personnel
III. Gestion du patrimoine
IV. Finances et fiscalité
V. État civil
VI. Population
VII. Élections
VIII. Affaires militaires et guerres
IX. Ordre et sécurité publics
X. Santé publique
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
XII. Enseignement
XIII. Culture, sport et divertissements
XIV. Développement de la vie économique
XV. Mesures sociales et réglementation du travail
XVI. Bureau de bienfaisance, puis Commission d'assistance publique
XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

IV. CONSULTATION ET UTILISATION

A. CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques

[12] G. GADEYNE, *Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 – ca 1977)*, Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

B. CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

C. LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

La langue principale du fonds est le français.

V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES

A. DOCUMENTS APPARENTÉS

La commune de Villers-le-Temple a effectué un premier dépôt d'archives des années 1824 à 1914 aux Archives de l'État à Huy en 1975. En 2007, ces documents ont été transférés aux Archives de l'État à Liège. Ils ont été intégrés au fonds déposé en 2017 et au présent instrument de recherche.

Afin de compléter l'information contenue dans cet inventaire, le chercheur pourra aussi consulter les documents produits par les établissements publics directement liés à la commune, à savoir la fabrique d'église et le bureau de bienfaisance, puis la commission d'assistance publique. Il pourra également utiliser les archives des autorités provinciales exerçant la tutelle sur les communes, archives partiellement conservées aux Archives de l'État et par le Gouvernement provincial.

Différentes sources imprimées sont également disponibles. Il s'agit notamment du *Mémorial administratif du département de l'Ourthe,* puis de *la Province de Liège*. À noter également l'*Almanach du département de l'Ourthe* de 1796 à 1816, devenu ensuite *Almanach de la province de Liège et de la cour d'appel de Liège et de son ressort* de 1816 à 1833 et enfin l'*Almanach administratif et statistique de la Province de Liège et de la cour d'appel de Liège et de son ressort* de 1833 à 1899. On pourra également se reporter à l'*Almanach royal* (1840-1939). Le lecteur y trouvera, année par année, des informations telles que la liste des bourgmestres, échevins et conseillers, le nom du secrétaire et du receveur communal, ceux du commissaire de police, du garde champêtre et des cantonniers, le nombre d'habitants ou encore le montant du cens électoral.

Enfin, les fonds et collections des Archives de l'État accessibles via le moteur de recherche search.arch.be peuvent permettre d'approfondir la recherche sur un très grand nombre de sujets dépassant de loin les frontières communales.

B. BIBLIOGRAPHIE

CLERX P., « Liste générale des églises et couvents de la province actuelle de Liège et de quelques biens qui en dépendaient vendus comme propriétés nationales du 1er ventôse an V (22 février 1797) de la République française au 1er juillet 1808 », dans *Bulletin de l'Institut archéologie liégeois*, t. XVI, Liège, 1881, p. 485-523.

DELATTE Y., « La vente des biens du clergé dans le département de l'Ourthe », dans *Bulletin et Chronique de la Société royale Le Vieux-Liège*, n° 84, juillet-octobre 1949, t. III, Liège, 1940-1950, p. 391-402.

DE SEYN E., *Dictionnaire historique et géographique des communes belges*, Turnhout, s.d.

FALISE J., « L'Ordre de Malte et ses maisons au Pays de Liège », dans *Bulletin et Chronique de la Société royale Le Vieux-Liège*, n° 78, juillet-août 1948, t. III, Liège, 1940-1950, p. 291-299.

FRESON J., « Villers-le-Temple. La commanderie de ce nom », dans *Annales du Cercle hutois des Sciences et des Beaux-Arts*, t. XVI, 1ère livraison, Huy, 1908, p. 5-42.

HASQUIN H., *Communes de Belgique, dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*, t. 1 et 2 : *Wallonie*, Bruxelles, 1980.

Histoire et patrimoine des communes de Belgique, Province de Liège, Bruxelles, 2011.

MACAR A., *Les institutions communales*, dans *Les Novelles. Lois pratiques et administratives*, t. 1, Bruxelles, 1933, p. 225-745.

PIRARD T., *Villers-le-Temple. Terre d'élection des Templiers et de l'Ordre de Malte*, Liège, 1971.

VAN AUDENHOVE M., *Histoire des finances communales dans l'évolution économique, financière et sociale de la Belgique, 1818-1985*, Bruxelles, 1990, 2 vol.

VERBIEST L., « La Commanderie de Villers-le-Temple », dans *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. LXXV, Liège, 1962, p. 37-100.

VRIELINCK S., *De territoriale indeling van België (1795-1963). Bestuursgeografisch en statistisch repertorium van de gemeenten en de supracommunale eenheden (administratief en gerechtelijk). Met de officiële uitslagen van de volkstellingen*, Louvain, 2000, 3 vol.

WYVEKENS H., *Nouveau commentaire de la loi communale du 30 mars 1836 modifié par les lois postérieures et des dispositions du code électoral du 18 mai 1852 qui concernent la commune*, Bruxelles, 1875, 2 vol.

VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION

L'entrée de ce fonds aux Archives de l'État et les opérations d'inventaire ont été réalisées dans le cadre du projet « Archives locales de Wallonie ». Ce projet se donne pour but d'aider les villes, communes et centres publics d'action sociale à mieux gérer leurs archives et de leur permettre de les déposer dans le respect des prescriptions légales. Vincent Pirlot, responsable du projet, s'est chargé des opérations d'entrée et a coordonné le travail d'inventaire. La description des éléments d'archives est ensuite intervenue en plusieurs étapes. Un collaborateur aux Archives de l'État à Arlon a traité principalement les pièces comptables et les dossiers de milice. Laurence Druez s'est, par la suite, chargée de la description des pièces restantes, de la relecture de l'ensemble et de la rédaction de la description générale du fonds. Sébastien Dubois, directeur opérationnel, a relu l'inventaire et apporté diverses corrections avant publication.

Les auteurs ont tenu compte de la norme ISAD(G) et se sont conformés aux *Directives relatives au contenu et à la forme d'un inventaire d'archives* des Archives de l'État (version d'août 2014).

INVENTAIRE

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

1. Rapports annuels sur la situation des affaires communales.
1908-1913, 1918-1922, 1947-1958, 1960-1970, 1972-1973, 1976. 1 liasse

2-10. Registres aux délibérations.
1839-1976. 9 volumes
2. 1839-1847.
3. 1855-1866.
4. 1866-1897.
5. 1897-1914.
6. 1914-1928.
7. 1928-1945.
8. 1945-1953.
9. 1953-1961.
10. 1961-1976.

11. Règlements communaux divers.
1939-1955. 1 chemise

12-13. Registres aux convocations.
1950-1958. 2 cahiers
12. 1950-1954.
13. 1954-1958.

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

14-20. Registres aux délibérations.
1864-1976. 7 volumes
14. 1864-1894.
15. 1894-1921.
16. 1921-1941.
17. 1941-1946.
18. 1946-1956.
19. 1956-1967.
20. 1967-1976.

C. PUBLICATION ET AFFICHAGE DES RÈGLEMENTS ET ARRÊTÉS

21. Registre des publications de règlements communaux.
1934-1963. 1 cahier

D. REGISTRES ET/OU RÉPERTOIRES CONCERNANT LES ENQUÊTES PUBLIQUES (« DE COMMODO ET INCOMMODO »)

22. Registres aux procès-verbaux d'enquêtes de commodo et incommodo.
1949-1968. 1 volume

E. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

23. Registre de correspondance du bourgmestre.
19 novembre 1844 – 11 août 1849. 1 cahier

24-25. Copie de correspondance sortante du bourgmestre et du secrétaire communal.
1862-1866, 1951-1959. 1 volume et 1 liasse
24. 20 octobre 1862 – 24 septembre 1866. 1 volume
25. 16 août 1951 – 31 décembre 1959. 1 liasse

F. CONTENTIEUX

26. Dossier relatif à une action en justice opposant Jacques Vandenschrick, fermier-cultivateur, à la commune concernant le remboursement des frais engendrés par l'intervention des pompiers lors du sinistre de sa ferme.
1958-1971. 1 chemise

27. Dossier relatif à une action en justice opposant la commune à Gaston Laloux et à la commune d'Abée-Scry concernant la délimitation des communes dans le contexte d'un accident de roulage.
1966-1967. 1 chemise

28. Dossier relatif à une action en justice opposant Henri Kinable à la commune concernant le manque d'entretien du fossé d'un chemin longeant une parcelle de terre sise au lieu-dit « Bourgogne » lui appartenant et entraînant la stérilité de la parcelle.
1972-1973. 1 chemise

29. Pièce relative à une action en justice opposant Joseph et Félix Smets, transporteurs, à la commune concernant l'ouverture à la circulation d'une voie mal entretenue ayant entraîné des dégâts à leur véhicule.
22 février 1973. 1 pièce

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. CRÉATION, DÉNOMINATION, SUPPRESSION OU FUSION

30. Dossier relatif à différents projets de fusions de communes.
1934-1976. 1 liasse

2. PARTICIPATION À DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

31. Dossier relatif à la participation de la commune à la Société nationale des chemins de fer vicinaux (SNCV).
1956-1976. 1 chemise

32. Courrier du Collège échevinal relatif au projet d'affiliation de la commune à la Société provinciale d'Industrialisation.
2 juillet 1971. 1 pièce

33. Dossier relatif à la formation d'une Association intercommunale pour la construction et l'exploitation d'un établissement crématoire à Seraing.
1973. 1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. GÉNÉRALITÉS

34. Dossier relatif à la fixation des jetons de présence des conseillers communaux aux séances du conseil communal et aux membres des bureaux électoraux.
1965-1973. 1 chemise

2. CONSEIL COMMUNAL

35. Dossier relatif à l'installation des conseillers communaux consécutivement aux élections du 10 octobre 1926.
1926-1930. 1 chemise

36. Dossier relatif à l'installation des conseillers communaux consécutivement aux élections du 16 octobre 1938.
1938-1941. 1 chemise

37. Pièces relatives à l'installation des conseillers.
1953-1974. 1 chemise

3. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

38. Pièces relatives au remplacement de l'échevin Lambert Jadot.
1941. 1 chemise

4. BOURGMESTRE

39. Actes de nomination de Jean Théodore Rome aux fonctions provisoires de bourgmestre de Villers-le-Temple et de commissaire spécial d'Outrelouxhe et procès-verbal de prestation de serment.
30 décembre 1807, 4 septembre 1813. 3 pièces

40. Dossier relatif à la nomination des bourgmestres.
1941-1971. 1 chemise

C. ORGANISATION DES SERVICES

1. ÉQUIPEMENT MATÉRIEL DES SERVICES

41. Dossier relatif à la fourniture de combustible pour la maison communale et les écoles.
1950-1966. 1 chemise

42. Dossier relatif à l'achat d'une machine à calculer et d'un duplicateur à main.
1959-1969. 1 chemise

D. PERSONNEL DES SERVICES

1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENT ET AUTRES RÈGLEMENTS

43. Dossier relatif à la fixation du traitement du personnel communal.
1943-1973. 1 liasse

44. Dossier relatif à l'octroi d'allocations pour prestations supplémentaires aux membres du personnel communal.
1950-1972. 1 chemise

45. Dossier relatif à l'octroi d'une bonification de restructuration.
1967-1971. 1 chemise

46. Dossier relatif à l'octroi d'une allocation de programmation.
1969-1973. 1 liasse

47. Dossier relatif à l'octroi d'une allocation de revalorisation.
1971. 1 chemise

2. EFFECTIFS, REGISTRES DU PERSONNEL ET AUTRES ÉTATS GÉNÉRAUX

48. Statistiques du personnel.
1966. 1 chemise

3. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

49-60. Dossiers individuels du personnel administratif.
1933-1975. 1 liasse et 11 chemises

49. Lucie Caris-Lecocq.
1971-1974. 1 chemise

50. Joseph Carmanne.
1933-1937. 1 chemise

51. Clovis Chevalier.
1933-1934. 1 chemise

52. Victor Coulée.
1947-1974. 1 liasse

53. Roger Delcominette.
1942-1952. 1 chemise

54. Edmond Deliège.
1933-1937. 1 chemise

55. Marie Filée-Petitjean.
1948-1967. 1 chemise

56. Lucien Jacoby.
1966-1974. 1 chemise

57. H. Léonard.
1941. 1 chemise

58. Edgard Massart.
1951. 1 chemise

59. Victor Polet.
1941-1943. 1 chemise

60. Maurice Randaxhe.
1933-1959. 1 chemise

61-65. Dossiers de recrutement de personnel communal.
1930-1976. 5 chemises

61. Institutrice.
1930.

62. Secrétaire communal.
1941-1942, 1947.

63. Femme d'ouvrage.
1949-1952.

64. Gardes champêtres.
1950, 1974-1975.

65. Cantonnier.
1965-1976.

4. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER

Consulter également le n° 208 de cet inventaire.

66-67. Dossiers individuels des cantonniers.
1942-1974. 2 liasses

66. Gustave Delvaux.
1942-1954.

67. Hector Dewyse.
1947-1974.

68. Notes relatives à la pension de Braune Marie, femme d'ouvrage.
1969. 1 pièce

5. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT

69-86. Dossiers individuels du personnel enseignant.
1928-1973. 18 chemises

69. Joseph Beaujean.
1932-1963.

70. Suzanne Berck.
1961-1963.

71. Francis Chenot.
1966.

72. Simone Coulée-Reginster.
1965-1970.

73. Bernadette Crahay-Rigo.
1967-1970.

74. Louis Delmelle.
1954.

75. Gabrielle Echeveria.
1963.

76. Marie Filée-Petitjean.
1953-1973.

77. Christiane Florkin.
1964-1965.

78. Anne-Marie Frankinet-Gaelen.
1966.

79. Carmen Jadot.
1956.
80. Marguerite Leroy.
1928-1959.
81. Samuel Liberek.
1966.
82. Marie Moreau-Detilleux.
1958-1959.
83. Denise Mottet.
1954-1955.
84. Angèle Paulus.
1960.
85. Véronique Polet.
1972.
86. Françoise Vandergeten-Deliège.
1971.

III. GESTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER

87-90. Dossiers relatifs aux acquisitions.
1882-1968. 2 chemises et 2 pièces

87. Parcelles de terre à Villers-le-Temple.
19 mai 1882. 1 pièce
88. Parcelle de terre sise au lieu-dit Houripont, cadastrée section C, n° 1.
27 janvier 1887. 1 pièce
89. Parcelles cadastrées section D, n° 399[c] et 399[d].
1950-1959. 1 chemise
90. Maison avec jardin sise au lieu-dit « Village n° 33 » cadastrée section D, n° 648 et 649[d].
1967-1968. 1 chemise

91-94. Dossier relatif aux aliénations.
1904-1974. 3 chemises et 1 pièce

91. Parcelle pour sépulture à Émile Dandenne.
3 juin 1904. 1 pièce
92. Terrains au lieu-dit « Deux Bonniers » à Villers-le-Temple et au lieu-dit « Bois de Fraineux » à Yernée-Fraineux au profit de la Société nationale de petite Propriété terrienne pour la construction de maisons d'habitation.
1953-1967. 1 chemise
93. Parcelle cadastrée D n° 215 au profit de Jules Defays.
1960-1961. 1 chemise
94. Parcelle cadastrée D n° 57/2 au profit de Albert Gurnade.
1972-1974. 1 chemise

95-96. Dossiers relatifs aux locations.
1932-1967. 2 chemises

95. Sarts communaux.
1932, 1945.

96. Droit de chasse.
1933-1967.

97. Dossier relatif au projet d'échange de parcelles de terrain au lieu-dit « Frérissart » en vue d'améliorer la voirie existante.
1972-1974. 1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

98-102. Budgets et annexes.
1936-1977. 5 liasses
98. 1936-1939.
99. 1940-1949.
100. 1950-1959.
101. 1960-1969.
102. 1970-1977.
Seules les annexes sont conservées pour l'année 1976.

2. EMPRUNTS

103. Pièces relatives aux emprunts et dossiers d'emprunts.
1935-1976. 1 liasse

3. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES

104. Questionnaires relatifs à la superficie de la voirie communale en vue de la répartition de la quote-part du Fonds des communes.
1949-1976. 1 liasse

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

105-111. Grands-livres des recettes et des dépenses.
1948-1976. 6 liasses et 1 chemise
105. 1948-1949. 1 chemise
106. 1950-1954. 1 liasse
107. 1955-1959. 1 liasse
108. 1960-1964. 1 liasse
109. 1965-1969. 1 liasse
110. 1970-1973. 1 liasse
111. 1974-1976. 1 liasse

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES DU RECEVEUR

112-116. Comptes.
1937-1976. 4 liasses et 1 chemise
112. 1937-1939. 1 chemise

113. 1940-1949. 1 liasse
L'année 1943 manque.
114. 1950-1959. 1 liasse
115. 1960-1969. 1 liasse
116. 1970-1976. 1 liasse

117-134. Pièces justificatives aux comptes.
1940-1976. 17 liasses et 1 chemise
Les pièces justificatives ont été conservées selon les directives rédigées par Griet Maréchal dans ses tableaux de tri. Un tri a toutefois été opéré dans les années dites « éliminables ».
117. 1940. 1 liasse
118. 1941. 1 liasse
119. 1942. 1 liasse
120. 1943. 1 liasse
121. 1944. 1 liasse
122. 1945. 1 liasse
123. 1946. 1 liasse
124. 1947. 1 liasse
Présence du grand-livre des recettes et des dépenses du receveur.
125. 1948. 1 liasse
126. 1949. 1 liasse
127. 1950. 1 liasse
128. 1951. 1 chemise
129. 1956. 1 liasse
130. 1962. 1 liasse
131. 1968. 1 liasse
132. 1974 (recettes et dépenses). 1 liasse
133. 1974 (dépenses). 1 liasse
134. 1976. 1 liasse

135. Compte de fin de gestion.
1972. 1 pièce

136. Procès-verbaux de vérification de la caisse.
1975-1976. 1 chemise

C. IMPOSITIONS ET TAXES

1. IMPÔTS COMMUNAUX

137-149. Dossiers relatifs aux taxes communales.
1947-1976. 13 chemises
137. Transports funèbres, inhumations et exhumations.
1947-1976.
138. Expertise de viandes.
1948-1971.
139. Personnel occupé et force motrice.
1949-1976.
140. Revêtements de voiries.
1953.

141. Raccordement à la distribution d'eau.
1953.
142. Spectacles et divertissements.
1957.
143. Échoppes et loges foraines.
1957-1973.
144. Voitures et autres véhicules.
1961-1971.
145. Lits donnés en location.
1973.
146. Délivrance de documents administratifs.
1973-1974.
147. Chevaux de luxe.
1973-1976.
148. Secondes résidences.
1974-1976.
149. Enlèvement des immondices.
1975.

150. Dossier relatif aux recouvrements et dégrèvements de taxes diverses.
1951-1976. 1 chemise

151-154. Dossiers relatifs aux centimes additionnels.
1961-1975. 4 chemises

151. Taxe provinciale sur les chiens.
1961-1975.
152. Taxe sur les véhicules automobiles.
1966-1973.
153. Précompte immobilier et impôt sur les personnes physiques.
1966-1975.
154. Taxe provinciale sur les vélos et cycles à moteur.
1975.

155. Rôles d'imposition des taxes communales.
1967-1975. 1 chemise

156. Journal auxiliaire des impositions et taxes.
1972-1976. 1 volume

157. Dossiers de poursuites pour non-paiements de taxes diverses.
1974-1975. 1 chemise

2. IMPÔTS PROVINCIAUX

158. Dossier relatif à la taxe sur les établissements réputés dangereux, insalubres et incommodes.
1968-1976. 1 chemise

3. IMPÔTS D'ÉTAT

a. Généralités

159. Dossier relatif aux renseignements fournis par la commune au Contrôle des Contributions.
1941-1970. 1 chemise

160. Dossier relatif à la désignation du délégué communal à la Commission fiscale.
1943-1977. 1 chemise

b. Impôts directs

161. Lettres de la Direction des Contributions directes du département de l'Ourthe au bourgmestre Jean Théodore Rome relatives à la distribution aux propriétaires fonciers de Villers-le-Temple du bulletin, de l'atlas portatif, de la matrice et du tarif des propriétés.
25 juin, 2 août 1811. 2 pièces

162. Arrêté du préfet du département de l'Ourthe relatif à l'expertise de la commune pour la confection des rôles de la contribution foncière, de la contribution personnelle et mobilière et de celle des portes et fenêtres de 1812.
16 juillet, 23 juillet et 16 août 1811. 3 pièces
Avec deux lettres d'accompagnement du bourgmestre de Huy au bourgmestre de Villers-le-Temple.

163. Tableau indicatif primitif des propriétaires et des propriétés foncières, non bâties et bâties, ainsi que leur contenance, classement et évaluation cadastrales.
1834. 1 volume

164. Relevé des mesurages et déclarations faites par les habitants et afforains de Villers-le-Temple de leurs propriétés foncières.
[XIX^{e} siècle]. 1 pièce
État précaire.

165. Matrice et rôle de la contribution foncière.
[XIX^{e} siècle]. 1 cahier
État précaire.

166. Extraits de la matrice cadastrale.
[XX^{e} siècle]. 1 liasse

V. ÉTAT CIVIL

A. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

167-170. Registres de naissances, mariages et décès.
1795/1796 (an IV), 1803/1804 (an XII)-1805 (an XIV). 4 cahiers
167. 1795/1796 (an IV).
168. 1803/1804 (an XII).
169. 1804/1805 (an XIII).
170. 1805 (an XIV).

171-173. Registres de naissances.
1800/1801 (an IX)-1802/1803 (an XI). 3 cahiers

171. 1800/1801 (an IX).
172. 1801/1802 (an X).
173. 1802/1803 (an XI).

174-176. Registres de mariages.
1800/1801 (an IX)-1802/1803 (an XI). 3 cahiers
174. 1800/1801 (an IX).
175. 1801/1802 (an X).
176. 1802/1803 (an XI).

177-178. Registres de décès.
1800/1801 (an IX), 1802/1803 (an XI). 2 cahiers
177. 1800/1801 (an IX).
178. 1802/1803 (an XI).

179-180. Registres de divorces.
1898, 1902. 2 cahiers
179. 1898.
180. 1902.

B. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

181. Permis d'inhumer.
1935-1976. 1 liasse
Contient des permis de transport de défunt dans une autre commune.

182. Dossier relatif aux transports funèbres.
1949-1960. 1 chemise

183. Demandes d'autorisation d'exhumations.
1951-1974. 1 chemise

184. Demandes et permis d'incinération.
1965. 1 chemise

185. Dossier relatif à la concession à Marguerite Muller d'un terrain au cimetière destiné à sa sépulture.
1966-1968. 1 chemise

C. AUTRES DOCUMENTS CONCERNANT L'ÉTAT CIVIL

186-223. Registres aux actes de naturalité.
1897-1960. 38 cahiers
186. 1897.
187. 1897.
Double du précédent.
188. 1921.
189. 1924.
Pas d'acte.
190. 1925.
Pas d'acte.
191. 1926.
Pas d'acte.
192. 1928.
Pas d'acte.

193. 1929.
Pas d'acte.
194. 1930.
Pas d'acte.
195. 1931.
Pas d'acte.
196. 1932.
Pas d'acte.
197. 1933.
Pas d'acte.
198. 1934.
Pas d'acte.
199. 1935.
Pas d'acte.
200. 1936.
Pas d'acte.
201. 1937.
Pas d'acte.
202. 1938.
Pas d'acte.
203. 1939.
Pas d'acte.
204. 1940.
Pas d'acte.
205. 1941.
Pas d'acte ; deux exemplaires.
206. 1942.
Pas d'acte ; quatre exemplaires.
207. 1943.
Pas d'acte ; deux exemplaires.
208. 1945.
Pas d'acte ; deux exemplaires.
209. 1946.
210. 1947.
Pas d'acte ; deux exemplaires.
211. 1948.
Pas d'acte ; deux exemplaires.
212. 1949.
Pas d'acte ; deux exemplaires.
213. 1950.
214. 1951.
Pas d'acte ; deux exemplaires.
215. 1952.
Pas d'acte ; deux exemplaires.
216. 1953.
Pas d'acte ; deux exemplaires.
217. 1954.
Pas d'acte ; deux exemplaires.
218. 1955.
Pas d'acte.
219. 1956.
Pas d'acte.

220. 1957.
Pas d'acte.
221. 1958.
Pas d'acte.
222. 1959.
Pas d'acte.
223. 1960.
Pas d'acte.

224. Échanges de courriers entre l'administration communale et la Caisse de Répartition des pensions du Ministère de l'Intérieur en rapport avec la présomption de décès d'Hector Dewyse.
25 janvier, 14 février 1968. 3 pièces

VI. POPULATION

A. GÉNÉRALITÉS

225. Instructions relatives à l'inscription des entrées et sorties de personnes.
1952. 1 chemise

B. REGISTRES DE LA POPULATION ET AUTRES DOCUMENTS CONCERNANT LE MOUVEMENT DE LA POPULATION

226-245. Registres de la population.
1846-1980. 20 volumes
Certains registres sont dans un état très précaire.
226. 1846-1856.
227. 1857-1866.
228. 1867-1877.
229. 1901-1910 (volume I).
230. 1901-1910 (volume II).
231. 1911-1920 (volume I).
232. 1911-1920 (volume II).
233. 1921-1930 (volume I).
234. 1921-1930 (volume II).
235. 1931-1948 (volume I).
236. 1931-1948 (volume II).
237. 1948-1960 (volume I).
238. 1948-1960 (volume II).
239. 1948-1960 (volume III).
240. 1961-1970 (volume I).
241. 1961-1970 (volume II).
242. 1961-1970 (volume III).
243. 1971-1980 (volume I).
244. 1971-1980 (volume II).
245. 1971-1980 (volume III).

246. Fragment d'un index de registre de la population.
[XIX^{e} siècle]. 1 cahier
À partir de la lettre P.

247-251. Index des registres de la population.
1921-1980. 5 volumes
247. 1921-1930.
248. 1931-1940.
249. 1947-1960.
250. 1961-1970.
251. 1971-1980.

252-256. Registres des sorties.
1901-1976. 5 cahiers
État précaire.
252. 1901-1910.
253. 1911-1948.
254. 1921-1943.
255. 1948-1963.
256. 1963-1976

257-260. Registre des entrées.
1911-1976. 4 cahiers
257. 1911-1948.
258. 1921-1943.
État précaire.
259. 1948-1963.
État précaire.
260. 1963-1976.
État précaire.

261. Registre des naissances et des décès survenus dans une autre commune.
1955-1976. 1 cahier

262-275. Fiches « habitation ».
[3e quart du XXe siècle]. 8 liasses, 5 chemises et 1 pièce
Chaque maison est décrite par un ensemble de fiches : les fiches brunes offrent des résumés des personnes qui y ont habité, les fiches jaunes concernent les chefs de ménage et les fiches bleues concernent les personnes dépendant du chef de ménage.
262. Rue Derrière le Cortis. 1 liasse
263. Rue d'Ombret (code 0001). 1 liasse
264. Rue de Saint-Séverin (code 0002). 1 liasse
265. Rue Trihettes (code 0003). 1 chemise
266. Rue de Villers (code 0004). 1 pièce
267. Rue de Dinant (code 0005). 1 liasse
268. Rue de Marche (code 0006). 1 liasse
269. Rue Devant la Ville (code 0007). 1 chemise
270. Rue aux Chênes (code 0008). 1 chemise
271. Rue de la Chapelle (code 0009). 1 liasse
272. Rue Lava (code 0010). 1 chemise
273. Tige des Saules (code 0011). 1 liasse
274. Rue Sur le Bois (code 0012). 1 liasse
275. Rue du Pery (code 0013). 1 chemise

276. Dossier relatif à la demande d'inscription à titre de seconde résidence du ménage de Robert Carion.
1961-1962. 1 chemise

277. Dossier de radiation d'office de Jacques-Hubert Delfosse.
1964. 1 chemise

278-284. Certificats de changements de résidence (entrées).
1970-1976. 7 liasses
278. 1970.
279. 1971.
280. 1972.
281. 1973.
282. 1974.
283. 1975.
284. 1976.

285-291. Certificats de changements de résidence (sorties).
1970-1976. 7 liasses
285. 1970.
286. 1971.
287. 1972.
288. 1973.
289. 1974.
290. 1975.
291. 1976.

C. ÉTRANGERS

292-293. Registres des étrangers.
1939-1975. 2 cahiers
292. 1939-1970.
293. 1972-1975.

294. Autorisations d'occuper un travailleur étranger (permis de travail).
1950-1975. 1 liasse
Contient deux permis en néerlandais.

295. Registre aux cartes d'identité d'étrangers.
1952-1965. 1 cahier

296. Dossiers individuels d'étrangers.
1953-1960. 1 liasse

297. Registre de contrôle des cartes d'identité pour étrangers.
1966-1975. 1 cahier

298. Registre de contrôle des certificats d'inscription au registre des étrangers.
1970-1976. 1 cahier

299. Registre de contrôle des cartes de séjour de ressortissants d'un État-membre de la CEE.
1974-1976. 1 cahier
Nombreuses pages vierges.

D. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

300. Registre de recensement de la population.
1824. 1 volume
Contient aussi le rôle de la répartition des charges communales pour 1823 et 1831, le rôle de la répartition d'une somme en florins des Pays-Bas pour suppléer à l'insuffisance des revenus de la commune et faire face aux dépenses de 1832, le rôle de la répartition de la contribution foncière des « Sarts » envers les individus qui les possèdent pour 1823, la répartition des chemins entres les habitants de 1823 à 1830, l'apposition des numéros aux maisons et les noms des propriétaires en 1824.

301-302. Dossiers « démographiques ».
1941-1964. 2 liasses
Contient des relevés généraux du mouvement de la population de résidence habituelle et inscrite aux registres des étrangers, des relevés du mouvement de l'état civil, des morts violentes, des migrations intérieures et extérieures.
301. 1941-1942, 1944-1946, 1948-1950.
302. 1951-1964.

303-306. Dossiers relatifs aux recensements de la population.
1948-1971. 1 liasse et 3 chemises
303. 31 décembre 1947.
1948. 1 chemise
304. Généralités.
1961-1962. 1 chemise
305. Bulletins de ménage. Modèle A.
1961. 1 liasse
306. 31 décembre 1970.
1970-1971. 1 chemise

307. Tableaux de mouvement de la population.
1969-1976. 1 chemise

VII. ÉLECTIONS

A. GÉNÉRALITÉS

308. Dossier relatif à l'organisation des élections législatives et provinciales des 26 mai 1929, 31 mars 1968 et du 7 novembre 1971.
1929, 1968 et 1971. 1 chemise

B. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

309-311. Listes des électeurs aux chambres législatives, aux conseils provinciaux et aux conseils communaux.
1972-1978. 3 cahiers
309. 1er mai 1972 – 30 avril 1974.
310. 1er mai 1974 – 30 avril 1976.
311. 1er mai 1976 – 30 avril 1978.

312. Dossier relatif à la constitution de listes des jurés pour la cour d'assises.
1947-1973. 1 liasse
Avec les listes.

313. Listes d'électeurs pour les élections communales du 10 octobre 1976.
1976. 1 chemise

C. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

314. Registre des incapacités électorales.
1910-1968. 1 cahier
Contient des extraits de casier judiciaire et des arrêts de déchéance provisoire de l'auditorat militaire.

315. Dossier relatif à la déchéance du droit de vote de C.Z.
1948-1959. 1 chemise
Afin de respecter la législation relative à la protection de la vie privée, les noms de personnes ne peuvent être publiés.

316. Dossier relatif à la révision des listes électorales de 1975.
1975-1976. 1 liasse

D. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

317. Procès-verbaux des élections communales.
1938-1964. 1 chemise

318. Arrêté de la Députation permanente proclamant la liste des conseillers communaux élus le 12 octobre 1952.
1er décembre 1952. 1 pièce

319. Dossier des élections communales.
1970. 1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

1. GÉNÉRALITÉS

320. Memento des militaires rappelés sous les armes, avec indication des membres de la famille ainsi que des taux des indemnités accordées.
1939. 1 cahier

2. LEVÉES DE MILICE

321. Registre des miliciens en congé illimité et pièces annexes.
1911-1955. 1 liasse

322. Listes nominatives des miliciens appelés pour accomplir leur terme de service actif et désignés pour la garde territoriale antiaérienne.
1956-1977. 1 chemise

323. Dossier relatif à la dispense de milice de G.S., de nationalité luxembourgeoise.
1959. 1 chemise
Afin de respecter la législation relative à la protection de la vie privée, les noms de personnes ne peuvent être publiés.

3. INDEMNITÉS DE MILICE

324. Dossier relatif aux indemnités de milice et aux allocations aux familles des militaires.
1938-1975. 1 liasse

4. MILICE ET VOLONTAIRES

325. Registre d'inscription suivi d'un relevé alphabétique des personnes qui sont appelées pour la levée de la milice de 1923.
1923. 1 cahier et 1 pièce

326. Liste des ajournés et des dispensés pour la levée de 1923.
1923. 1 pièce

327-332. Dossiers de levées de milice.
1923-1976. 5 liasses et 1 chemise
327. 1923-1929. 1 chemise
328. 1930-1939. 1 liasse
329. 1940-1949. 1 liasse
330. 1950-1959. 1 liasse
331. 1960-1969. 1 liasse
332. 1970-1976. 1 liasse

B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX

333. Relevé des réquisitions en chevaux, voitures et charrettes demandées à la commune de Villers-le-Temple.
1814. 2 pièces

334. Registre servant à l'inscription des habitants de la commune qui ont participé à la fourniture de prestations requises par l'autorité militaire.
1938-1944. 1 cahier

335. Dossier relatif aux réquisitions.
1941-1946. 1 liasse

336-337. Registres et bulletins de classement servant à l'inscription des véhicules automobiles et motocycles appartenant aux habitants de Villers-le-Temple.
1949-1951. 2 chemises
336. Motocycles.
1949-1950.
337. Véhicules automobiles.
1949-1951.

C. LA GUERRE ET SES CONSÉQUENCES

1. PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

338. Dossier relatif à l'indemnisation des habitants de Villers-le-Temple pour le logement de troupes anglaises.
1918-1920. 1 chemise

339. Dossier relatif aux dommages de guerre.
1918. 1 chemise

2. SECONDE GUERRE MONDIALE

340. Dossier relatif aux dommages de guerre.
1934-1975. 1 chemise

341. Liste de toutes les personnes de sexe masculin âgées de plus de 16 ans et qui ont été évacuées sur ordre du gouvernement belge, qui sont rentrées le 26 août et dans la suite de France non occupée.
[Années 1940]. 1 pièce

342. Dossier relatif à l'examen médical des militaires rapatriés.
1940-1945. 1 chemise

343. Dossier relatif aux dépenses anormales occasionnées par la guerre.
1947. 1 chemise

344. Dossier relatif à l'érection d'un monument à la mémoire des victimes faisant partie de l'Armée secrète.
1950. 3 pièces

345. Dossier relatif au statut de réfractaire, de résistant et de prisonnier politique octroyé à certains habitants.
1950-1960. 1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE COMMUNALE

1. ÉQUIPEMENT

346. Dossier de commandes d'armes pour le garde champêtre et la police locale.
1948-1975. 1 chemise

347. Autorisations accordées au garde champêtre d'utiliser son véhicule personnel pour les déplacements dans l'intérêt du service.
1963-1976. 1 chemise

348. Dossier d'octrois de crédits d'uniformes.
1969-1976. 1 chemise

2. PERSONNEL

349. Dossiers individuels du personnel de police.
1927-1977. 1 liasse

350. Circulaire du commissariat d'arrondissement de Huy aux bourgmestres des communes de l'arrondissement relative à l'organisation d'exercices de tir pour les gardes champêtres.
22 septembre 1955. 1 pièce

3. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE

351. Dossier relatif aux collocations d'aliénés.
1933-1975. 1 chemise

352. Dossier relatif à l'agrément des gardes particuliers.
1934-1959. 1 chemise

353. Dossier relatif aux prestations réciproques, à titre auxiliaire, des gardes champêtres et du personnel de police des communes de Villers-le-Temple, Abée-Scry, Outrelouxhe, Ombret-Rausa, Yernée-Fraineux, Nandrin, Soheit-Tinlot, Saint-Séverin, Strée et Clermont-sous-Huy.
1955-1960. 1 chemise

B. SERVICE D'INCENDIE

354. Rapports d'incendies.
11 mars 1975 – 28 septembre 1976. 1 chemise

C. PROTECTION CIVILE

355. Déclarations de créance relatives aux frais d'usage des locaux mis à la disposition de la Direction provinciale de la Protection civile pour l'instruction des agents non permanent.
1963-1970. 1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. GÉNÉRALITÉS

356. Rapports sur des courses d'ambulance.
14 octobre 1975, 30 janvier 1976. 2 pièces

B. IMMONDICES

357. Dossier relatif au ramassage des immondices.
1940-1974. 1 chemise

358. Courrier de la Direction des Travaux au Collège échevinal l'informant de la modification des conditions d'intervention de la déboueuse communale en faveur des particuliers.
23 février 1965. 2 pièces

359. Dossier relatif au dépôt d'immondices par diverses entreprises.
1967-1971. 1 chemise

C. SURVEILLANCE DE LA PRATIQUE MÉDICALE

360. Dossier relatif aux élections des membres des conseils provinciaux de l'Ordre des Médecins et de l'Ordre des Pharmaciens.
1969. 1 chemise

D. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

361. Registre des enfants qui ont été revaccinés.
1894-1943. 1 cahier

362. Registre des enfants qui ont été vaccinés.
1894-1950. 1 cahier

363. Registre des vaccinés et revaccinés par le D[r] Joseph Polet.
1947. 1 cahier

364. Déclarations de maladies contagieuses.
1948-1971. 1 chemise

365. Registre des vaccinations antivarioliques des enfants.
1950-1963. 1 cahier

366. Dossier relatif au dépistage systématique de la tuberculose par l'Œuvre nationale de Défense contre la Tuberculose.
1957-1958, 1974. 1 chemise

367. Registre des vaccinations.
1962-1978. 1 cahier

368. Certificats de vaccinations antivarioliques et antipoliomyélitiques.
1967-1976. 1 liasse

E. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE

369. Dossier relatif à l'expertise des viandes de boucherie.
1940-1970. 1 chemise

370. Dossier relatif à l'hygiène de l'exploitation agricole de R.F., sise à Frérissart, 224.
1967. 1 chemise
Afin de respecter la législation relative à la protection de la vie privée, les noms de personnes ne peuvent être publiés.

F. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

371. Dossier relatif à la lutte contre le doryphore et à la destruction des lapins présents en trop grand nombre dans les bois particuliers dits « Fagne Rausa » et « Trou Bettin » situés sur les communes d'Ombret, Outrelouxhe et Villers-le-Temple.
1948, 1951. 1 chemise

372. Dossier relatif à la destruction de rats et de souris.
1966-1972. 1 chemise

373. Pièces relatives à l'octroi d'un subside communal à la Société royale protectrice des Animaux de la région de Liège.
1976. 2 pièces

G. ANALYSE DE L'EAU POTABLE

374. Résultats des analyses bactériologiques et chimiques pour le château d'eau, la station de pompage, diverses sources, puits et la fabrique d'eau gazeuse.
1949-1971. 1 chemise

H. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS

375. Dossiers d'autorisations et d'allocations de démolition d'immeubles insalubres.
1953-1976. 1 chemise

I. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

376. Arrêté de la Députation permanente du Conseil provincial autorisant M. Charlier à établir un dépôt de benzine en réservoir souterrain avec appareil de distribution à la rue du Centre n° 5.
14 mars 1925. 2 pièces

377. Dossier d'autorisation par la Députation permanente de la province de Liège d'exploiter une carrière à ciel ouvert au lieu-dit « Soleil ».
1956-1968. 1 chemise

J. AUTRES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT

378. Dossier relatif au transport d'explosifs à différents usages.
1958-1975. 1 chemise

379. Projet de règlement communal pour la protection des arbres.
1976. 1 pièce

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMMUNAUX

380. Dossier relatif aux travaux de pavage de la salle des séances du Collège échevinal.
1950-1951. 1 chemise

381. Dossier relatif à la construction de trois garages.
1967-1968. 1 liasse

2. BÂTIMENTS AFFECTÉS À L'ENSEIGNEMENT

382. Dossier relatif à des travaux d'appropriation à exécuter aux locaux scolaires.
1920-1931. 1 chemise

383. Cahier des charges, procès-verbal d'ouverture des soumissions et devis relatifs aux travaux de peinture des locaux scolaires.
1939, 1941. 1 chemise

384. Dossier relatif à des travaux à effectuer dans les cours des écoles communales.
1947-1953. 1 liasse

385. Pièces relatives à un avant-projet de construction d'une classe supplémentaire.
1953-1960. 1 chemise

386. Dossier relatif aux travaux de pavage des locaux scolaires.
1955. 1 chemise

387. Dossier relatif aux travaux d'exhaussement des locaux scolaires.
1960-1966. 1 liasse

388. Dossier relatif aux travaux de construction d'un préau et d'installations sanitaires à l'école communale.
1962-1969. 1 liasse

389. Dossier relatif à la restauration de la toiture de l'ancienne école gardienne et de la maison de l'instituteur.
1967-1971. 1 chemise

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU CULTE

390. Courrier de la commission des correspondants de la Commission royale des Monuments et des Sites à l'administration communale de Villers-le-Temple relative à l'installation du chauffage et à la remise en état d'une église.
23 décembre 1966. 1 pièce

391. Dossier relatif à la restauration de l'église Saint-Pierre.
1971-1975. 1 liasse

4. CIMETIÈRE

392-393. Dossier relatif aux travaux à réaliser aux cimetières.
1941, 1958-1959. 2 liasses
392. Construction d'un mur de clôture.
1941.
393. Projet d'agrandissement.
1958-1959.

394. Devis relatif à la fourniture de cinquante peupliers pour le cimetière.
19 janvier 1965. 1 pièce

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE

395. Extrait de l'atlas des chemins vicinaux de la commune avec indication des propriétaires des parcelles attenantes.
1849. 1 pièce
Sur calque.

396. Tableau indicatif primitif et matrice cadastrale de la commune par P.-C. Popp.
[XIX^{e} siècle]. 1 pièce
État précaire.

397. Dossier relatif aux travaux à exécuter pour l'amélioration du chemin n° 2.
1911-1921. 1 liasse

398. Dossier relatif aux travaux à exécuter pour l'amélioration du chemin de grande communication des Gottes (Strée) à Fraineux.
1912-1916. 1 liasse

399. Dossier relatif aux travaux à exécuter pour l'amélioration de divers chemins.
1914-1921. 1 chemise

400. Dossier relatif aux travaux à exécuter pour l'amélioration du chemin n° 14.
1915-1916. 1 liasse

401. Dossier relatif aux réparations des dégâts occasionnés par le passage des armées au chemin n° 16 à Clémodeau.
1921-1922. 1 chemise

402. Note explicative et justificative et extrait de la carte d'état-major relatifs au projet de travaux à exécuter pour l'amélioration du chemin du village à la ferme de l'abbaye.
26 octobre 1936. 2 pièces

403. Dossier relatif aux travaux à exécuter pour l'amélioration des chemins n° 12 et 4.
1936-1947. 1 chemise

404-406. Dossiers de modifications de voiries.
1939-1970. 3 chemises

404. Déplacement du sentier n° 40.
1939-1943.

405. Déplacement du sentier n° 59.
1958-1959.

406. Déclassement du chemin vicinal n° 30 et aliénation de ce chemin au profit d'Augusta Vranken, épouse de Carl Wauters.
1967-1970.

407. Dossier relatif à la reconstruction d'un pont sur le ruisseau des Fonds d'Oxhe.
1940-1943. 1 liasse
Avec plans.

408. Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal désignant les bureaux d'études techniques John Charles Soubre et Alfred Aimont comme auteurs du projet pour les travaux à effectuer au chemin « Bati Guissard ».
15 juillet 1941. 1 pièce

409. Budget relatif à l'entretien du chemin de grande communication n° 52.
1941. 2 pièces

410. Dossier relatif à la reconstruction des ponts de la Poudrerie et de la Tour Malherbe sur le ruisseau de Yernée.
1941-1947. 1 liasse
Avec plans.

411. Dossier relatif à la réfection des dégâts dus au dégel de 1945 aux chemins de petite vicinalité n° 6 et 12.
1948-1949. 1 liasse

412. Dossier relatif aux travaux à exécuter pour l'amélioration du chemin n° 10 au lieu-dit « Clémodeau ».
1948-1950. 1 chemise

413. Dossier relatif aux travaux à exécuter pour l'amélioration du chemin de Manesse.
1951-1952. 1 chemise

414-415. Dossiers relatifs aux travaux à exécuter pour l'amélioration des chemins de petite vicinalité.
1951-1959. 2 liasses

414. Réfection extraordinaire.
1951-1953.

415. Réenduisage.
1954-1959.

416. Devis des entreprises Laurent Pérée pour les travaux d'élargissement d'un pont.
3 mai 1952. 1 pièce

417. Dossier relatif aux nuisances occasionnées par le déversement d'eaux usées dans les canalisations existantes et les fossés et aux travaux à effectuer.
1954-1976. 1 chemise

418. Dossier relatif à la réfection extraordinaire de divers chemins communaux.
1955-1959. 1 liasse

419. Dossier relatif aux travaux à exécuter pour l'amélioration des chemins n° 9, 10 et 14.
1957. 1 liasse

420. Dossier relatif aux travaux d'équipement des voiries de la Cité « Six Bonniers » à Villers-le-Temple.
1958-1994. 1 liasse

421. Dossier relatif aux travaux de réfection des chemins n° 3 et 6 et de constructions de filets d'eau.
1959. 1 chemise
2e projet.

422. Dossier relatif aux travaux de voirie à exécuter en régie à l'aide de chômeurs.
1959-1960. 1 chemise

423. Dossier relatif aux travaux de réfection des chemins n° 6, 14, 16 et de la Poudrerie et de constructions de filets d'eau.
1959-1960. 1 liasse
1er projet.

424. Dossier relatif à la réfection extraordinaire de chemins et de constructions de filets d'eau.
1961-1965. 1 liasse

425. Dossier d'acquisitions d'emprises sur les chemins n° 2 et 6.
1962-1963. 1 chemise

426. Dossier relatif aux travaux d'entretien de divers chemins communaux.
1965-1967. 1 chemise

427. Dossier relatif au déplacement de poteaux pour des travaux de voirie.
12 septembre 1966, 16 octobre 1975. 2 pièces

428-429. Dossiers relatifs à la réfection extraordinaire du chemin de grande communication n° 52.
1967-1974. 2 liasses
428. Réfection extraordinaire.
1967-1971.
429. Travaux d'amélioration.
1967-1974.

430. Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 4, dit chemin de Neupont.
1968. 1 chemise

431. Dossier relatif aux travaux d'amélioration à apporter au chemin dit « Thier des Bacs ».
1969. 1 chemise

432. Avis du service technique de la Province de Liège sur les travaux d'entretien à effectuer au pont sur le ruisseau du Fonds d'Oxhe (chemin de grande communication n° 52).
25 octobre 1973. 1 pièce

433. Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration et de drainage à effectuer à la rue Sur les Bois.
1975-1977. 1 liasse

434. Lettre de W. Th. Garnier relative à l'élagage d'une haie longeant le chemin de Clémodeau.
5 décembre 1976. 2 pièces

435. Dossier relatif aux travaux de réfection de divers chemins vicinaux.
1976. 1 chemise

C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU

436. Dossier relatif au détournement du ruisseau de l'Armoulin et d'établissement du chemin de petite vicinalité n° 12.
1954. 1 chemise

D. TRAVAUX CONCERNANT LES CONCESSIONS DE VOIRIE POUR LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

437-439. Dossiers relatifs à des projets de distribution d'eau.
1946. 3 liasses
437. Lots II et III.
438. Lot IV.
439. Lots V et VI.

440-441. Dossiers relatifs au projet d'installation d'une distribution d'eau par l'Intercommunale de Distribution d'Eau de Yernée-Fraineux, Villers-le-Temple et

environs.
1948-1952. 2 liasses

440. Château d'eau.
1948-1949.

441. Captage de la source de Marnave.
1952.

442. Dossier relatif au placement de canalisations drainantes à la rue Baty-Alnay.
1971-1972. 1 chemise

443. Dossier relatif à l'équipement en distribution d'eau du lotissement de la Société nationale terrienne (SNT).
1972-1976. 1 liasse

444. Dossier relatif à l'amélioration et à l'équipement en distribution d'eau de la rue Sur les Bois.
1973-1974. 1 liasse

445. Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la restructuration des distributions d'eau de la province.
1976. 2 pièces

2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

446. Cahier des charges pour la mise en adjudication de la distribution d'électricité.
1930. 1 cahier

447. Dossier de demande de permission de voirie pour l'établissement d'une ligne de transport d'énergie électrique sur des terrains privés.
1937. 1 chemise

448. Dossier relatif à la réfection des installations électriques dans les communes d'Abée, de Villers-le-Temple et de Yernée-Fraineux.
1938-1976. 1 liasse

449. Lettre de la Compagnie d'Électricité de Seraing et Extensions à l'administration communale de Villers-le-Temple relative au raccordement à l'électricité de l'habitation de Joseph Montfort fils.
9 décembre 1941. 1 pièce

450. Dossier de demande de permission de voirie pour l'installation une ligne à haute tension destinée à alimenter la cabine à construire par la SA Poudrerie d'Ombret au lieu-dit Tour-Malherbe.
1961. 1 chemise

451. Dossier de permission de voirie accordée à la société « Union Générale Belge d'Électricité » pour établir des canalisations électriques aériennes à haute tension empruntant le domaine public.
1966, 1968. 3 pièces

452. Dossier de demande d'autorisation de la société U.C.E. Linalux-Hainaut d'apporter une modification à la composition de la ligne à 150 kV Quaregnon-Rimière.
1967-1968. 1 chemise

453. Dossier de permission de voirie accordé à l'Association liégeoise d'électricité (ALE) pour l'installation d'une ligne électrique à haute tension sur des terrains privés non bâtis.
1967-1969. 1 liasse

454. Dossier de demande de permission de voirie pour l'installation par la société Gecoli d'une ligne électrique à haute tension sur des terrains privés non bâtis.
1967-1976. 1 liasse

455. Dossier de permission de voirie accordée à la société « G.E.H.L. », actuelle « Intercom », à Liège pour établir des canalisations électriques aériennes à haute tension empruntant le domaine public.
1968. 1 chemise

456. Dossier relatif au projet d'électrification du lotissement situé rue de Fraineux.
1968. 1 chemise

457. Dossier de demande de permission de voirie pour l'installation de canalisations électriques à haute tension en empruntant le domaine public.
1969-1971. 1 chemise

458. Comptabilité de la participation de la commune à l'Association liégeoise d'électricité (ALE).
1969, 1973. 3 pièces

3. ÉCLAIRAGE PUBLIC

459. Dossier relatif aux travaux de modernisation des installations d'éclairage public.
1956-1976. 1 liasse

4. TÉLÉPHONE

460. Dossier relatif à la pose de câbles téléphoniques et au raccordement d'habitants de la commune.
1943-1976. 1 chemise

5. RADIO ET TÉLÉVISION CÂBLÉES

461. Dossier relatif au projet et aux travaux d'installation d'un réseau de télédistribution.
1971-1974. 1 chemise

462. Comptabilité de la participation de la commune à la télédistribution.
1973. 1 chemise

6. TRANSPORTS EN COMMUN

463. Copie du procès-verbal de la séance tenue par la Députation permanente de la province de Liège relative au projet de construction d'une ligne vicinale de Huy à Anthisnes.
3 novembre, 9 décembre 1921. 3 pièces

464. Dossier relatif au démontage de la ligne de chemin de fer vicinal Clavier-Val Saint-Lambert et à son remplacement par des autobus.
1952-1953. 1 chemise

465. Dossier relatif à l'intervention financière de la commune dans l'extension du service d'autobus sur la ligne Val Saint-Lambert-Clavier.
1956-1965. 1 chemise

E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

466-472. Registres aux alignements.
1903-1981. 7 cahiers
466. 1903-1913.
467. 1914-1930.
468. 1931-1950.
469. 1951-1956.
470. 1956-1960.
471. 1960-1964.
472. 1965-1981.

473. Copie de l'arrêté royal du 19 décembre 1958 ordonnant l'établissement d'un plan général et de plans particuliers d'aménagement prévus par le premier article de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation.
2 février 1959. 1 pièce

474. Dossier relatif aux autorisations de placement d'enseignes.
1959-1974. 1 chemise

475. Dossier relatif à l'écoulement des eaux sur une parcelle déboisée au lieu-dit « Bois-Goreux », sur la route de Dinant à Abée-Scry.
1969. 3 pièces

476. Dossier relatif au projet d'alignement du chemin n° 22 dénommé « Rue Sur les Bois ».
1973-1974. 1 chemise

477. Dossier relatif à l'empiètement de parcelles de terre sur la limite légale du chemin vicinal n° 4 à Yernée-Fraineux.
1974. 3 pièces

478. Pièce relative au lotissement d'une partie de la propriété Neef de Sainval.
5 novembre 1975. 1 pièce

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

479-480. Dossiers relatifs à l'inspection médicale.
1942-1977. 2 chemises
479. 1942-1977.
480. 1975-1976.

B. ORGANISATION

481. Dossier relatif aux congés scolaires.
1958-1976. 1 chemise

482. Dossier relatif à l'organisation des cours de religion et de morale.
1959-1968. 1 chemise

483. Dossier relatif au transport scolaire.
1965-1976. 1 chemise

484. Dossier relatif à l'organisation de la surveillance des repas de midi et de l'étude.
1975-1976. 1 chemise

C. ÉQUIPEMENT

485. Dossier relatif à l'acquisition de mobilier scolaire.
1955-1966. 1 liasse

486. Dossier relatif à l'achat d'un bus scolaire.
1971-1976. 1 chemise

D. PERSONNEL

487. Relevés nominatifs du personnel enseignant.
1965-1976. 1 chemise

488. Pétition adressée par des parents d'élèves au Collège échevinal à l'encontre de l'institutrice en chef.
15 juillet 1967. 1 chemise
En 3 exemplaires.

E. FINANCES

489. Comptes de l'enseignement primaire et gardien.
1967, 1969, 1970, 1973. 1 chemise

F. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES

490. Dossier relatif aux subventions de fonctionnement.
1960-1976. 1 chemise

G. OBLIGATION SCOLAIRE

491. Dossier relatif aux enfants soumis à l'obligation scolaire.
1973-1976. 1 liasse
Contient des affiches adressées aux chefs de famille relatives à l'instruction obligatoire et des listes d'enfants.

H. ACTIVITÉS SCOLAIRES SPÉCIALES ET PARASCOLAIRES

492. Dossier relatif aux voyages scolaires.
1967-1973. 1 chemise

493. Dossier relatif à l'organisation d'activités socio-culturelles et sportives.
1970-1975. 1 liasse

XIII. CULTURE, SPORT ET DIVERTISSEMENTS

A. CULTURE

494. Dossier relatif à la création, à la reconnaissance par le Ministère de la Culture, à l'organisation et au personnel de la bibliothèque communale.
1973-1974. 1 chemise

B. SPORT, DIVERTISSEMENTS, FESTIVITÉS, ACTIVITÉS POUR LA JEUNESSE, TOURISME

1. SPORTS

495. Dossier relatif aux installations sportives.
1970-1972. 1 liasse

496. Questionnaire de recensement des installations sportives.
1971. 2 pièces

497. Demandes et arrêtés d'autorisation pour des manifestations sportives.
1972-1976. 1 liasse

2. JEUNESSE

498. Dossier relatif à la mise à la disposition par la commune d'un local de l'ancienne école gardienne pour des activités de jeunesse.
1968. 1 chemise

3. FÊTES ET DIVERTISSEMENTS

499. Dossier relatif aux décorations civiques.
1948-1975. 1 chemise

500. Dossier relatif aux jubilés de noces d'or et de diamant.
1950-1976. 1 chemise

501. Dossier relatif aux cérémonies patriotiques du 21 juillet et du 11 novembre.
1951-1976. 1 chemise

502. Dossier relatif à la constitution d'un comité local d'hommage à la princesse Joséphine-Charlotte à l'occasion de son mariage.
1952-1953. 1 chemise

503. Dossier relatif à la cérémonie de pose de la première pierre des fermes modernes de Villers-le-Temple.
1955. 1 chemise

504. Pièces relatives à l'interdiction communale d'exploiter des appareils de jeu.
13 décembre 1972, 8 janvier et 6 février 1973. 3 pièces

4. TOURISME

505. Attestation de reconnaissance par le Commissariat général au Tourisme du Ministère des Communications et des P.T.T. de l'hôtel de la Commanderie comme établissement hôtelier.
20 mars 1968. 1 pièce

XIV. DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ÉCONOMIQUE

A. GÉNÉRALITÉS

506. Dossier relatif à la contribution de la commune au Comité d'expansion économique du Condroz.
1967-1970. 1 chemise

B. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

507. Dossier relatif aux recensements agricoles et horticoles.
1955-1974. 1 chemise

508. Dossier relatif au repos hebdomadaire des commerçants et artisans.
1961-1964. 1 chemise

509. Dossier relatif au recensement agricole et horticole de 1975.
1974-1976. 1 liasse

510. Rapports d'activité de la commission de constat agricole.
1975-1976. 1 chemise

511. Dossier relatif au recensement agricole de 1976.
1976. 1 liasse

C. ÉLEVAGE

512. Pièces de correspondance entre le bourgmestre d'Amay L. Deffoz, le bourgmestre de Villers-le-Temple et le sous-préfet de l'arrondissement de Huy relatives au rachat du droit de pâturage sur la seconde herbe (regain).
2 octobre 1808, 3 novembre 1823. 3 pièces

513-516. Dossier relatif à la lutte contre les maladies.
1939-1976. 1 cahier et 3 chemises

513. Registre pour l'inscription des déclarations de maladie faites par les propriétaires.
1939-1954. 1 cahier

514. Fièvre aphteuse.
1953-1966. 1 chemise

515. Tuberculose bovine.
1958-1976. 1 chemise

516. Rage.
1965-1976. 1 chemise

517. Enquête du Ministère de l'Agriculture sur la situation du droit de vaine pâture.
1958. 2 pièces

D. INDUSTRIE ET ARTISANAT

518. Lettre du greffier du Tribunal de première instance au bourgmestre l'informant de la déclaration de faillite de la SPRL Établissements Radelet-Henrion, entreprise de matériaux.
29 octobre 1957. 1 pièce

E. COMMERCE

519. Dossier relatif à l'inscription des commerçants au registre de commerce.
1940, 1972. 2 pièces

520. Dossier relatif à la délivrance de cartes de commerce ambulant.
1957-1975. 1 chemise

521. Dossier relatif aux attestations d'activités.
1962-1970. 1 liasse

522. Instructions relatives au commerce ambulant.
1964-1975. 1 chemise

523. Listes des personnes assujetties à la vérification périodique des poids, mesures et instruments de pesage.
1967-1975. 1 chemise

F. CIRCULATION

524. Dossier relatif à l'exploitation de services de taxis.
1948-1962. 1 chemise

G. DIVERS

525. Dossier d'octrois de subsides communaux au Conseil économique wallon et au Conseil économique de la Province de Liège.
1949-1975. 1 chemise

H. APPROVISIONNEMENT

526. Dossier relatif à la réduction de la consommation de produits pétroliers.
7 novembre 1973 – 10 janvier 1974. 1 chemise

527. Arrêté du bourgmestre relatif à l'utilisation d'eau alimentaire durant la période de sécheresse.
8 août 1975. 3 pièces

XV. MESURES SOCIALES ET RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

A. MESURES SOCIALES

1. PRISE EN CHARGE DES CHÔMEURS, PLACEMENT

528. Dossier relatif à la mise au travail des chômeurs.
1975-1976. 1 chemise

2. AIDE AUX PERSONNES HANDICAPÉES

529. Dossier de demandes d'allocations.
1949-1970. 1 chemise

530. Circulaires relatives aux allocations pour handicapés.
1973-1976.

3. PENSIONS

531. Dossier relatif au paiement des pensions de guerre.
1934-1975. 1 chemise

532-533. Registres des demandes de pensions.
1963-1976. 2 cahiers
532. Travailleurs indépendants.
1963-1970.
533. Travailleurs salariés et indépendants.
1971-1976.

B. RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

534. Registre matricule aux livrets d'ouvriers.
1919-1964. 1 cahier

XVI. BUREAU DE BIENFAISANCE ET COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

535. État des sommes à payer par les débiteurs du monastère du Val-Saint-Lambert.
[avant 1809]. 1 pièce

536. Comptes du receveur.
1812-1816. 1 chemise

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

537-538. Grands-livres des recettes et des dépenses.
1949-1962. 2 chemises
537. Recettes.
538. Dépenses.

XVII. FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA PAROISSE SAINT-PIERRE DE VILLERS-LE-TEMPLE

A. FINANCES

539. Comptes.
1943-1944, 1946-1947, 1949-1962, 1965-1971, 1973-1976. 1 liasse

540. Budgets.
1944, 1946-1949, 1951-1957, 1959-1973, 1975-1976. 1 liasse

B. OBLIGATIONS COMMUNALES VIS-À-VIS DE LA PAROISSE

541. Dossier relatif au paiement du traitement du vicaire par les communes de Villers-le-Temple, de Fraineux et d'Outrelouxhe.
1818, 30 mars 1820. 2 pièces

5790

ISBN 978-94-9274-847-8
9789492748478

Illustration de couverture : A.É.Liège, SPF Finances, Direction régionale du Cadastre : détail du plan primitif de Villers-le-Temple, section D, [1ère moitié du XIXe siècle].

belspo